

eco

EDITION FRANCOPHONE



EDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP17 - MOP 7, Durban, Nov-Décembre 2011

Pour recevoir ECO directement par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org

NOUS SOMMES TOUS DES PETITES ÎLES EN DANGER

Chers Ministres,

La déconnexion entre les négociations climat et la réalité scientifique est criante. Si on regarde le seul processus UNFCCC, on pourrait dire que des "progrès" sont faits, mais dans la vraie vie, vos négociateurs sont comme des somnambules face à un monde qui brûle. La semaine dernière, nous avons vu les négociations bouger lentement, avec les hauts et les bas qu'on leur connaît. Nous avons arpenté les couloirs feutrés, nous nous sommes réunis dans des grandes et des petites salles, nous avons assisté à des side events, nous avons ragoté aux stands et nous avons pinaillé pour des parenthèses dans les textes de négociation.

Pendant ce temps, la famine se répand, les inondations continuent d'envahir les maisons et les tempêtes détruisent des vies.

Toutes les données que nous avons prouvent, que si nous n'agissons pas dans les années qui viennent, il sera trop tard pour infléchir un changement climatique dévastateur. Et pour être direct, nous sommes sur le point de mettre à la poubelle 20 ans de progrès environnementaux tout en retardant l'action indispensable aujourd'hui.

Mesdames, Messieurs les Ministres, vos négociateurs vous mettent aujourd'hui devant un choix très clair : vous avez l'occasion de nous éloigner du fossé ou bien, de nous y précipiter, tous autant que nous sommes.

Ces derniers jours, nous avons eu de nombreuses discussions quant au calendrier d'action requis pour éviter le pire. Et, alors que ECO pensait que nous étions à Durban pour négocier un régime post-2012, il

semblerait que nous soyons passés à des discussions pour le post-2020. C'est tout simplement inacceptable ! Le monde ne peut se permettre une décennie perdue d'action climatique.

A ce propos, l'UE pourrait être d'un grand secours en acceptant une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto de 5 ans. Elle doit le faire ici et maintenant.

Les Etats-Unis et autres prétendent que les réductions d'émissions aujourd'hui en place nous permettent d'éviter un dérèglement dangereux. C'est un mensonge éhonté !

Un monde où l'ONU ne serait qu'une caisse enregistreuse des actions volontaires de chacun est un monde d'incertitude. On essaierait même de nous (re)vendre un système sans aucune vérification ni suivi des actions mises en place. N'allons pas sur ce terrain glissant.

A l'inverse, nous devons augmenter notre ambition d'ici 2015 car sans cela, les températures mondiales dépasseront les 2°C et nous assisterons inexorablement à un réchauffement de 3°C voire largement plus avec tout ce que cela implique.

La deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto doit être adopté ici, le Protocole étant le seul instrument juridiquement contraignant de réduction des émissions.

Mais à Durban nous devons aussi mettre en place la négociation d'un accord juridiquement contraignant qui viendra en plus du Protocole de Kyoto et non le remplacer, et ce d'ici 2015 au plus tard. Tous ceux qui poussent pour autre chose ne font

simplement pas face à leurs responsabilités et retardent un virage qui doit être pris immédiatement.

Depuis Copenhague, nous n'avons cessé de dire que ce processus remettait à plus tard ce qui doit être fait aujourd'hui (voire hier). Cela suffit! Nous ne pouvons prétendre agir alors qu'en réalité, nous faisons tout pour ne rien faire.

Pourtant il est possible d'agir ! Même si nous frôlons en ce moment la sortie de route, il y a quelques signes encourageants. La Chine par exemple se montre plus ouverte et flexible à négocier les points les plus difficiles. L'UE peut s'engager au sein d'une deuxième période de 5 ans et doit garder sa position quand au calendrier d'ici 2015. Les petits états insulaires ont, comme à leur habitude, défendu ce qui doit l'être vu qu'ils sont, plus que quiconque, en danger.

Une autre voie existe et il est temps de s'y engager avec force et conviction. Et si, les Etats-Unis et consorts essaient de vous pousser dans le fossé, ne vous laissez pas faire! Avancez et tracez le chemin !

Chers Ministres, nous comptons sur vous cette semaine pour montrer un réel leadership et nous éloigner des abysses. Prenez le virage, faites le pas dans une nouvelle et bonne direction pour nous, pour le climat, pour la planète !

Et comme le dit l'Ambassadeur Jumeau des Seychelles ; « A la COP17, vous êtes tous des petites îles en danger. L'enjeu est de vous sauver vous-même ! »

Cette semaine, votre mission est de nous sauver tous !

COP AFRICAINE, PERSPECTIVES AFRICAINES.

Pour accueillir le segment ministériel de la « COP africaine » ici à Durban, ECO a invité les ONG africaines à soumettre des articles sur les impacts urgents du changement climatique, et les réponses à y apporter. A l'image du continent, les articles sont très différents mais parlent d'une seule voix : avec le soutien nécessaire et adapté, l'Afrique est prête à relever le défi climatique sur le terrain.

A l'échelle du continent

En plus de médiatiser l'adaptation et la vulnérabilité du continent africain, quelle est la marge de manœuvre de l'Afrique du Sud et de la présidence pour répondre aux attentes élevées qui se cachent derrière la « COP africaine » ? En cas de résultats trop faibles, trop loin des objectifs et principes de la Convention, est-ce que l'Afrique du Sud choisira de défendre ou dénoncer le processus ?

Se fixer symboliquement l'objectif de limiter le réchauffement climatique à moins d'1,5°C n'a aucun sens pour l'Afrique tant que les objectifs de réductions ne permettent même pas de rester sous le seuil de 2°C. A ce stade, décider d'un processus et d'un calendrier pour réviser le niveau d'ambition et d'action serait bien plus utile.

Les pays développés qui sont historiquement responsables de la crise climatique doivent enfin prendre leurs responsabilités. Sans moyens concrets pour garantir que les émissions mondiales atteindront leur pic vers 2015, la Vision Partagée restera un triste mirage.

La mise en œuvre de Cancun ne permettra pas de mobiliser des financements pour l'adaptation en plus de ce qui arrive au compte-goutte dans le Fonds pour l'Adaptation. Avec toute l'attention concentrée sur le nouveau Fonds Vert – architecture, gouvernance, etc, on en 'oublie' de mobiliser des financements.

On bute sur des avancées très simples comme demander à l'Organisation Maritime Internationale (OMI) de travailler à la création d'une taxe sur les soutes maritimes. Ce mécanisme de tarification carbone serait très simplement aligné à la fois sur les principes de l'OMI et sur ceux de la Convention Climat de responsabilité commune mais différenciée (CBDR) grâce à un mécanisme de compensation. Mais au lieu de ça, la négociation patine pour de mauvaises raisons.

Il faut impérativement mobiliser des financements publics. Or les discussions actuelles sur le fret maritime tournent seulement autour du potentiel d'atténuation du secteur maritime, au lieu de réfléchir aussi sur comment générer des financements climat. On entend les effets d'annonce autour de la mise en place de taxes sur les transactions financières, et l'Afrique compte sur une partie de cette manne financière pour investir dans l'économie verte.

Les pays historiquement émetteurs doivent payer, non pas pour se déculpabiliser comme

certaines américains aiment à l'entendre, mais pour financer le développement durable de l'humanité. Il est dans notre intérêt à tous de permettre aux pays en développement de sauter la case carbone, de bénéficier des meilleures technologies sur le marché. Il ne faut pas confondre responsabilité et culpabilité. Le Fonds Vert est mondial parce que ses bénéfices seront mondiaux, surtout si les pays en développement ont le droit d'utiliser les financements pour satisfaire à la fois à l'urgence climatique et aux impératifs de développement – à condition qu'il y ait suffisamment d'argent dans le Fonds...

Le droit au développement durable n'a pas pour objectif de juger les économies à forte teneur en carbone, mais d'allouer les ressources de manière équilibrée et efficace afin qu'elles bénéficient au développement durable de toute l'humanité.

Et au fait : quel âge auras-tu en 2050 ? Il semble que très peu de négociateurs se sont projetés dans le futur pour penser à la prochaine génération. Combien de fois les ONG vont-elles devoir rappeler les opportunités sur la table pour répondre aux besoins urgents ? La plupart des discussions la première semaine ont porté sur la vision du futur après-2020. Quid de l'avant-2020 ? On en arrive à applaudir ceux qui poussent pour un accord dans 4 ans !

N'y aura-t-il jamais de moment dans la CCNUCC pour choisir enfin entre vraiment réussir et vraiment échouer ? Pas sur qu'on puisse compter sur le Qatar pour obtenir les avancées majeures dont l'Afrique a besoin.

Donc voici une idée. Et si donnait des noms d'arbre aux scénarios pour la COP17 ? Une réussite serait un Baobab. Un acacia se traduirait par des actions adaptées selon les capacités nationales et plus de résilience. Et un scénario avec peu d'avancées ? Il s'agirait certainement d'un *Welwitschia* namibien, loin d'être décoratif mais qui peut servir d'abri. Quand à l'échec, il ne mérite pas le nom d'un arbre, mais plutôt d'une plante invasive et menaçante.

Malheureusement, aucune présidence n'a jusqu'ici dénoncé ou combattu l'issue de sa propre COP, même s'il y a des précédents. Les ONG africaines espèrent que cette semaine sera surtout consacrée aux actions et engagements entre 2012 et 2015. Si les premières négociations ministérielles ne se concentrent pas sur comment continuer le Protocole de Kyoto et mobiliser des financements, les parties africaines devront envisager d'alerter leur hôte sur la possibilité de rejeter en bloc les conclusions de la COP17.

Afrique du Nord

Dans la continuité du « printemps arabe » dans la région, l'Afrique du Nord est en plein changement à la suite des révolutions en Tunisie, en Egypte et en Libye. La société civile émerge finalement et s'exprime sur une myriade de questions qui vont de la démocratisation aux droits humains, en passant par le travail et l'environnement. Avec la prise de pouvoir des peuples, les gouvernements nord-africains écoutent attentivement leurs demandes. Et avec les impacts grandissants du changement climatique dans cette région chaude et aride, les inquiétudes ne pourront que croître.

Selon un rapport récent de l'Organisation météorologique mondiale, une diminution de 20 % du débit du Nil va survenir en Egypte. Cela va se passer dans un pays qui est déjà sévèrement affecté par la pénurie d'eau, et qui se trouve actuellement sous la ligne de pauvreté en ce qui concerne l'accès à l'eau. Le rapport prévoit également que ces impacts vont toucher les pays à une vitesse bien plus importante qu'initialement prévue, avec une élévation du niveau des mers de presque 1 mètre au lieu de 50 cm d'ici à 2050. Cela signifie que le delta du Nil en Egypte - le grenier des terres agricoles égyptiennes - sera inondé jusqu'à 75 %. Les impacts d'un tel phénomène dévasteront la région et vont intensifier la crise sécuritaire pour des millions de personnes, en termes d'accès à la nourriture et à l'eau.

Plus tôt cette année, les peuples d'Afrique du Nord sont descendus dans la rue pour protester contre l'augmentation du prix des denrées alimentaires, le chômage et le manque de ressources. Ces défis sont déjà magnifiés par le changement climatique. Les gouvernements nord-africains ont une opportunité en or d'agir au niveau domestique, par la création d'emplois verts qui satisferont les besoins de leurs peuples et de leurs économies, ainsi que les besoins en termes climatiques. Les gouvernements jouent également un rôle important dans les négociations climatiques globales en poussant les pays développés à renforcer leurs objectifs et leurs capacités de financement, et en s'engageant à répondre aux fortes inquiétudes concernant les impacts de plus en plus importants du changement climatique pour leurs peuples.

Afrique de l'Est

Pour les fermiers pauvres et les pasteurs de l'Afrique de l'Est, le climat a déjà changé et les impacts sont sévères, avec des pertes de vies et de subsistances pour des gens qui sont peu responsables de la situation. Il est également certain que cela coûtera encore beaucoup plus si des actions concertées ne sont pas entreprises bientôt.

En Afrique de l'Est le changement climatique a amplifié une chaîne de désastres : inondations, sécheresses extrêmes, changements saisonniers

et faillites des récoltes, maladies animales, pénuries d'eau et de fourrage, ainsi que crises sociales. La sécheresse actuelle - la pire depuis plusieurs décennies, suite à l'absence des deux saisons des pluies - selon des rapports - affecté 12 millions de personnes, tandis que le nombre réel pourrait être bien plus élevé. Cela a conduit à la famine en Somalie, qui a pris d'abord la vie de femmes et d'enfants, et a en conduit d'autres à devenir des réfugiés en Ethiopie. La survie des pasteurs est menacée par la mort de milliers de leurs animaux, desquels ils sont fortement dépendants.

Les sécheresses et la famine en Afrique de l'Est ont été de plus en plus fréquentes durant les trois dernières décennies. La région est et a été le principal bénéficiaire de l'aide humanitaire. Changer cette situation exige des actions significatives, qui amèneront la courbe des émissions globales à décliner.

Durant des années l'aide étrangère a aidé ceux qui sont affectés par les conditions de sécheresse, mais un tel soutien n'a pas été jusqu'à répondre aux besoins de changement désirés par les peuples. La seule chose qui continue à changer est le climat, amenant des millions de pasteurs et de fermiers de la région à souffrir de la pauvreté absolue. Voici un appel au monde développé qui a fourni l'aide humanitaire : le changement réel exige de mettre en place immédiatement des actions et des réponses au changement climatique. Aidez les peuples à s'adapter et engagez des actions qui stabiliseront le climat, et les peuples de l'Afrique de l'Est trouveront tous seuls le chemin pour sortir de la pauvreté.

Afrique de l'ouest

Pour beaucoup des pays africains, la vulnérabilité grandissante aux changements climatiques est un danger actuel, en particulier pour les populations rurales pauvres, la plupart d'entre elles étant paysannes. Avec l'augmentation de la dégradation, de la désertification et de l'érosion des sols frappant de plein fouet ces hommes et femmes démunis et totalement dépendants des ressources naturelles pour leur survie, le besoin d'un soutien en terme d'adaptation ne peut pas être plus urgent.

Ainsi, les résultats des négociations multilatérales ont un énorme impact sur les vies africaines. Les petites exploitations, principalement familiales produisent 80% de toutes les recettes agricoles africaines. Au Ghana par exemple, la moitié de la force de labour, soit 4,2 millions de personnes, est directement impliquée dans l'agriculture qui est elle-même fortement dépendante des pluies. La production alimentaire fluctue d'une année sur l'autre au fil des variations des pluies pendant et entre les saisons de culture.

Au Ghana, la zone dotée d'un système d'irrigation occupe environ 11 000 hectares alors qu'elle pourrait atteindre - en incluant les vallées intérieures - 500 000 hectares. Le besoin

urgent pour un cadre d'adaptation ambitieux, soutenu par un financement adéquat et prévisible ne peut pas être éludé. Des progrès dans ce domaine sont restés hors d'atteinte pendant les COP successives. Pire, leur mandat a conforté les intérêts à court termes des parties embarqués dans un imbroglio diplomatique.

A Nagbere, une communauté du nord est du Ghana, la production de légumes - seule source de survie pour les plus de 600 habitants - a été détruite à cause de longues périodes de sécheresse. « Nous ne sommes pas capables d'utiliser efficacement les maigres pluies que nous recevons parfois pendant l'année » constate un paysan de la communauté.

Créer des sociétés soutenables et résilientes requiert une intervention massive pour développer la capacité d'adaptation de ces communautés vulnérables et pour maintenir une agriculture saine, à même de garantir une sécurité alimentaire. Pourvoir le Fonds d'Adaptation à temps est crucial pour éradiquer la pauvreté et réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Des mesures d'adaptation prises à temps pourront permettre aux communautés de s'approprier leur futur et d'accroître leur résilience. Malheureusement, à Durban, on assiste à la scandaleuse obstination de certains parmi plus gros pollueurs.

Les femmes africaines, emmenées par Wangari Maathai, ont montré la voie en creusant un trou et en y plaçant une plante. Ainsi, elles ont démontré les engagements nécessaires pour s'adapter aux changements climatiques. Si elles ont pu faire cela, comment se fait-il que le Fonds vert pour l'adaptation au changement climatique n'ait toujours pas vu le jour ?

Afrique du Sud

L'accord sur une prolongation de 2 ans du programme de travail de Nairobi, incluant des points spécifiques sur les approches écosystémiques et sur l'eau, est le bienvenu. Il souligne ainsi la nécessité de prendre en compte les tensions existantes entre les ressources en eau et la sécurité énergétique, et ce, dans un contexte de rareté de l'eau en Afrique du Sud et d'une dépendance lourde au charbon. L'exemple de la Rivière des Eléphants dans la province de Mpumalanga est typique du manque d'intégration des enjeux écosystémiques. En effet, la rivière est totalement polluée car son eau est utilisée pour refroidir une centrale thermique au charbon. Le management de la protection de l'eau, dans une approche large des écosystèmes, doit être une priorité nationale et régionale. Mais on voit qu'aujourd'hui, le Southern Africa Development Community (SADC) manque de moyens pour mettre en œuvre un tel planning régional d'intégration des parties prenantes.

De plus, la récente promotion des procédés

de désalinisation de l'eau soulève d'autres inquiétudes quand à une utilisation efficace des ressources. En effet, ce procédé très énergivore demandera donc d'énormes quantités de charbon... et donc d'eau. Le concept de Retour d'Energie sur Energie Investie (REEI) devrait donc s'appliquer également pour la fourniture d'eau. En effet, l'adaptation à la raréfaction des ressources en eau impose que soient fixés des critères stricts quand à son utilisation efficace.

Dans cet exemple précis, on voit donc comment l'une des composantes des négociations climat, le Programme de Travail de Nairobi, contribue à une meilleure utilisation des ressources sur le terrain.

L'Afrique soutient l'intégrité environnementale

Lors de cette Conférence africaine, il est gratifiant de voir le Groupe Afrique déposer un certain nombre de propositions constructives visant à rétablir l'intégrité environnementale dans le Protocole de Kyoto.

Sur la question de l'air chaud, le Groupe Afrique propose que le report des UQA excédentaires de la première à la deuxième période d'engagement soit limité à 1% de la quantité attribuée à chaque Partie pour la première période d'engagement, et que 50% des revenus issus de la vente, les Parties soient transférés au Fonds d'adaptation.

En ce qui concerne le LULUCF, le groupe a présenté une proposition qui vise à réduire les crédits gratuits que les pays reçoivent pour gérer leurs forêts. Bien qu'elle ne résolve pas entièrement la question des émissions non comptabilisées dans le LULUCF, cette proposition de compromis est un pas dans la bonne direction.

Ces propositions ne sont peut-être pas parfaites, mais elles proposent des compromis qui nous rapprochent de l'intégrité environnementale qui doit être au cœur des efforts climatiques mondiaux.



Fossile du Jour

#1 – Russie et Nouvelle-Zélande

Au mépris de l'esprit du Protocole

#2 – Arabie Saoudite

Obnubilée par les mesures de riposte

#3 – Etats-Unis

qui se rapproche dangereusement de l'abysses.

Arabie
Saoudite

Russie et
N-Zélande

Etats-Unis

10 points d'action

Chers Ministres - Dieu merci, vous êtes arrivés. Vos délégations ont parfois mis la tête dans le sable (bitumineux ?) ces derniers jours - et ils vous ont laissé les décisions difficiles ! Voici à quoi ressemble votre emploi du temps pour les 4 prochains jours :

1. Ne vous contentez pas de contempler le fossé : faites quelque chose !

Chers Ministres, ici à Durban, vous devez prouver que vous vivez sur la même planète que le reste d'entre nous, et reconnaître qu'avec les efforts d'atténuation actuels, nous sommes en bonne voie pour dépasser les 4°C de réchauffement. Vous devez reconnaître explicitement le déficit de 6 à 11 gigatonnes, convenir d'un plan de travail en 2012 pour combler ce déficit en relevant les objectifs des pays développés au moins à 40% de réduction en 2020, et fournir des lignes directrices et des échéanciers afin de garantir que les NAMAs soient bien enregistrés et, le cas échéant, soutenus financièrement. Le plan de travail ambitieux que vous devrez mettre en place doit comporter des jalons clairs jusqu'en 2012, prévoyant les soumissions, les documents techniques et une réunion intersessions dédiée, afin de garantir que nous n'aurons pas une année supplémentaire d'ateliers mous.

2. Engagez-vous sur le long terme. Les négociateurs n'ont pas avancé d'un pouce, ni pour définir l'année du pic d'émissions, ni pour définir l'objectif de réduction des émissions mondiales à long terme. Les Ministres devraient désormais explicitement s'accorder pour que chaque pays fasse sa part du travail pour contribuer aux efforts d'atténuation nécessaires à l'échelle mondiale, à savoir à un pic d'émissions en 2015 et une réduction des émissions mondiales d'au moins 80% en 2050 par rapport à 1990.

3. Arrêtez de tourner en rond pour la Revue. Les Ministres doivent garantir une limitation du champs de discussion pour faire de la Revue un instrument effectif. Nous devons nous concentrer sur le plus important : revue de l'objectif de long terme et de l'effort global pour l'atteindre. Laissez les rapports biennaux sous le MRV pour couvrir les points comme les moyens de mise en œuvre.

4. Il est grand temps pour le légallement contraignant. Une 2ème période d'engagement du Protocole de Kyoto (PK) de 5 ans est une absolue nécessité car elle comprend des éléments d'architecture cruciaux pour assurer que les engagements de réduction sont légalement contraignants et intègres environnementalement. Tout le monde sait qu'une hausse de tem-

pérature de 4°C est dangereuse. C'est donc le moment d'agir de manière décisive. Un mandat sous le LCA pour un accord sur un instrument global légalement contraignant peut se baser sur le PK. Les Parties doivent dépasser leurs positions déjà anciennes et lancer immédiatement les négociations sur la voie d'un accord global, équitable, ambitieux et contraignant qui doit être conclu au plus tard en 2015.

6. Le PK est essentiel – mais il doit être intègre.

Additionnés, les échappatoires du PK pourraient annuler les ambitions de l'Annexe 1 pour la 2ème période d'engagement.

Dans LULUCF, les émissions cachées pourraient réduire largement les objectifs de l'Annexe 1 et remettre en doute vos engagements. Les Ministres doivent par conséquent garantir que les émissions de la foresterie et du changement d'affectation des sols sont correctement comptabilisées et rejeter les options les moins intègres environnementalement.

Toutes les Parties savent que le report des surplus de quotas est une très mauvaise blague qui menace de briser notre histoire d'amour avec le Protocole. Pour la sauver, vous devez abandonner vos surplus de quotas, ou au moins n'en garder que 1%. Les mécanismes de flexibilité ont besoin de règles claires et de structures de gouvernance pour éviter le double comptage des émissions et de la finance, pour renforcer la vérification de l'additionnalité et s'assurer que la frénésie de la standardisation ne nous laisse pas avec un boulevard pour les passagers clandestins. Commencez par écarter le CCS et le nucléaire du MDP et excluez les projets de centrales charbon. Enfin, la participation des acteurs dans le MDP est nécessaire. Ne reculez pas, nous comptons sur vous !

PS : le MOC, petit frère du MDP, a fait beaucoup de bêtises : de l'air chaud habillé avec de nouveaux vêtements (URE) reste de l'air chaud.

7. Remplissez le Fonds. L'opérationnalisation du Fonds Vert à Durban est nécessaire mais non suffisante – un fonds vide ne sert à personne. Nous avons besoin d'une première capitalisation du Fonds par les pays développés. Atteindre 100 Milliards par an d'ici 2020 nécessite de s'engager à augmenter les financements à partir de 2013 et de progresser clairement sur les financements innovants. A Durban, les Parties doivent avancer sur la création de mécanismes sur les secteurs aériens et maritimes, de manière à réduire les émissions, générer des financements et ne pas engendrer de coûts pour les pays en développement. Les pays doivent également s'accorder sur un programme de travail détaillé sous la CCNUCC pour étudier

différentes sources de financements publics et revenir à la COP18 avec des propositions d'action.

8. Passez à la vitesse supérieure sur les technologies. On va dans la bonne direction, mais il faut accélérer ! Ne vous laissez pas retenir pas les trainards. Les mécanismes technologiques pourraient être opérationnalisés à la fin de la COP18.

9. Montrez votre amour de la transparence et des parties prenantes. Vos négociateurs ont supprimé les droits des observateurs à participer au texte IAR et les ont mis entre parenthèses pour le ICA. Mais vous, Ministres, vous reconnaissez la valeur des acteurs pour améliorer le processus – plutôt que de juste nous laisser mener nos campagnes dehors. Le texte actuel est faible sur les règles de comptabilité communes pour l'Annexe 1 et la clarification des engagements de tous les pays. Il est nécessaire de s'accorder à Durban sur un reporting robuste, comme les principes des Revues Biennales et des Rapports d'Etape Biennaux, incluant des tableaux de reporting des actions, et sur un format commun pour la finance, pour que les pays puissent faire une première revue correcte.

10. Un ensemble ambitieux pour l'adaptation à cette COP africaine. De bons accords ont déjà été trouvés sur les Pertes et Dommages et le programme de travail de Nairobi. Nous avons besoin d'un Comité pour l'Adaptation fort, qui comprenne les observateurs de la société civile et un reporting direct à la COP (ainsi qu'aux SB quand la COP ne se réunit pas). De plus, vous devez adopter des principes pour les Plans d'Adaptation Nationaux pour les PMA, ainsi que des modalités sur la manière dont d'autres pays en développement peuvent les utiliser – sans oublier la priorité pour les PMA.

Il est nécessaire de renforcer le rôle des communautés locales affectées et de la société civile dans les processus de planification nationale, en se basant sur les principes du Cadre pour l'Adaptation de Cancun. Enfin, les Parties doivent garantir que le Fonds pour l'Adaptation ne s'assèche pas à cause de la baisse des prix des URCE et du manque de nouveaux engagements des pays développés.

REMERCIEMENTS

Cet ECO a été réalisé avec l'aide financière de la Fondation Prince Albert II de Monaco et du ministère français de l'écologie (MEDDTL). Le contenu relève de la seule responsabilité de Réseau Action Climat et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces deux partenaires. Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro et l'équipe de l'ECO anglophone. ECO français est disponible sur : www.rac-f.org